

INTERVIEW DONNE PAR MOUNIA BENNANI-CHRAÏBI
***Al-Ahdâth al-maghribiyya*, le 14 février 2007**
Par Oussimouh Lachcen

1° La revue *Nichâne* a été poursuivie récemment parce qu'elle a publié des *nukat* sur la religion, la politique et le sexe. Comment appréhendez-vous cette affaire en tant que chercheuse ?

Les *nukat* relèvent d'une politique de l'ombre. C'est un défi anonyme de masse. En principe, dans les régimes démocratiques, il n'y a pas de ligne rouge entre la culture de l'ombre et la culture médiatisée et / ou institutionnalisée. Au Maroc, mêmes si les lignes rouges sont en perpétuelle renégociation, elles existent et sont régulièrement réaffirmées. Ainsi, une telle affaire nous rappelle plusieurs choses.

1) Elle réitère que, dans le Maroc de Hassan II comme dans celui de Mohammed VI, la personne du roi est sacrée : dans les médias, il n'y a place ni pour la caricature, ni pour la *nukta*.

2) Cette affaire a pour arrière-plan toutes celles qui sur le plan international ont donné le sentiment à des musulmans que l'islam était menacé. Or, lorsque le sentiment de vulnérabilité se diffuse, il y a moins de marge pour l'humour, et beaucoup plus de place pour les amalgames.

3) Il existe actuellement au Maroc une lutte féroce pour la définition du « vrai » islam et pour la désignation de ses « authentiques » défenseurs. C'est une occasion pour tous les producteurs de sens islamique en compétition d'essayer d'imposer leur vision du « vrai islam » et de se rendre visibles en tant que « véritables défenseurs de l'islam » par opposition à leurs adversaires et à leurs concurrents. Cette scène a été jouée plusieurs fois en Egypte. A chaque fois, il s'agit d'« attester » que le régime de Moubarak, soutenu par Al-Azhar, est plus musulman que les islamistes. Cela permet de faire d'une pierre / trois coups : mettre en difficulté ou se débarrasser de certains acteurs gênants, priver les islamistes d'un monopole sur l'islam, réduire chaque jour un peu plus les libertés sous couvert de sauvegarde de l'islam.

2° Vous avez réalisé une étude sur les jeunes et vous vous êtes appuyée sur des *nukat*. Quelle est l'importance du sujet d'un point de vue scientifique ?

Sous les dehors du respect, les jeux de langage codés (la rumeur, les commérages, les contes, les *nukat*) expriment la raillerie. Ils sont un trait distinctif de la culture populaire au Maroc et partout ailleurs. Personnellement, j'assimile la *nukta* politique à un exutoire, à une forme de “*sîba* intérieure”, à la “voie royale de l'inconscient politique” (clin d'œil à Freud qui considérait le rêve comme « la voie royale de l'inconscient »). Comme je l'ai déjà écrit : “A l'exclusion qui prévaut au niveau de la sphère politique visible correspond l'inventivité de tous, et indirectement l'affirmation d'un savoir-faire exercé entre autres dans le décodage de la vie politique. [...] A la légitimité dont se parent les différents acteurs politiques s'oppose une opération de délégitimation portant aussi bien sur les personnes que sur les grandes causes ou institutions”. Ainsi, ce qui fait l'objet de tabous ressurgit systématiquement et de manière privilégiée dans l'univers de la dérision.

3° Est-il possible de comprendre une société à travers les anecdotes, sur la base de votre étude, surtout que vous avez rassemblé environ 150 anecdotes ?

Pour le chercheur, l'anecdote peut constituer un véritable outil pour comprendre une société. C'est une représentation susceptible de condenser des imaginaires. Mais, il est fondamental de délimiter les moments, les lieux, les milieux de la production et de la diffusion. Sur le plan analytique, il faut être très attentif à la distribution des rôles, à ce qui est érigé en valeur, et

inversement en contre-valeur... Collecter régulièrement des *nukat* permet de donner le pouls d'une société à un moment donné de son histoire. Elles peuvent révéler des facettes que le chercheur n'entrevoit pas tout de suite. En 1991, j'ai constaté que les *nukat* en circulation pendant la période des coups d'état du début des années 1970 ont soudainement ressurgi, après avoir été remises au goût du jour, et ce après une longue disparition. A la même date (pendant la guerre du Golfe), l'histoire du Skud auquel se sont accrochés 20 000 marocains exprime le rapport paradoxal des Marocains à l' « Occident » : il fascine au point que son attrait peut conduire à la mort ; et en même temps il peut être haï, lorsqu'il est envisagé sous l'angle d'un rapport de force déséquilibré avec la « communauté arabe et musulmane ».

Enfin, il faut savoir que l'on peut retrouver certaines de nos *nukat* en Algérie, en Egypte... La distribution des rôles désigne les groupes concurrents, les ennemis « intérieurs » ou « extérieurs » de chaque société, ses héros et ses anti-héros... Lors d'une visite en Iran, les anecdotes m'ont beaucoup plus appris sur cette société qu'une masse de livres. J'ai réalisé que dans ce pays, les anecdotes à caractère religieux se diffusent plus qu'ailleurs dans le monde musulman et d'une manière inimaginable. Pour discréditer leurs mollahs, les Iraniens mettent en scène la cité divine. Et dans plusieurs anecdotes, les occupants de cette cité désavouent Khomeiny... très humainement. Forcément, puisqu'il s'agit d'un imaginaire humain. En réalité, ces anecdotes ne visent pas à désacraliser le religieux. En faisant appel à un sacré supérieur à celui des humains, les dominés visent plutôt à porter atteinte à la légitimité de l'ordre hégémonique, ou du moins à dénoncer la manipulation du religieux par les hommes.

4° Dans le même cadre et dans la mesure où vous êtes chercheuse en sciences sociales, est-ce que, d'après vous, le Maroc a connu des transformations du point de vue des valeurs sociales ?

Comme d'autres sociétés du sud, la société marocaine a connu des changements accélérés mais pas du tout de manière homogène, ni au même rythme. D'où les immenses paradoxes. Ainsi, en dépit des apparences, on peut y observer une forte progression des valeurs de l'individu au détriment de celles du groupe ; une grande importance donnée au corps qu'il soit voilé, ou moulé, qu'il soit masculin ou féminin ; une conversion aux valeurs consuméristes dans toutes les couches de la société ; mais surgit aussi une tentation ascétique, presque sous forme de repentir... En relation avec les progrès de l'instruction, on rencontre de plus en plus de gens qui se sentent compétents pour dire le « vrai » et le « bon » ; mais aussi de plus en plus de tensions et de frustrations. Enfin, il existe une véritable aspiration à la citoyenneté, qui coexiste avec une réinvention permanente du clientélisme.

5° Depuis quelques années, le Maroc a inauguré une phase de transition politique, est-ce qu'à votre avis le Maroc vit toujours cette phase ?

Ce que l'on appelle la « transition » a été initié sous Hassan II pour s'assurer du bon déroulement de la succession. Il me semble que la fin de la « transition » a eu lieu entre l'automne 2002 et le printemps 2003 : les épouvantails [les *bu 'û* de toutes sortes] jouent toujours un rôle fondamental pour déclarer que c'est « trop tôt pour la démocratie », que « le peuple est immature », que « la classe politique n'est pas à la hauteur », que « la situation est grave »... Actuellement, nous traversons une phase de consolidation du « pluralisme limité ». Pour les politologues, cela renvoie à un exécutif fort et irresponsable qui s'accommode de certains mécanismes parlementaires, pluripartisans et électoraux, mais qui garde l'essentiel du pouvoir. On ne parle de démocratie consolidée que lorsque les élections libres sont la seule voie pour le choix des gouvernants, qu'il existe des moyens institutionnels pour contrôler l'exécutif, qu'il n'y a ni « pouvoir tutélaire » qui échappe au verdict des urnes, ni domaine réservé.

6° Peut-on affirmer que la phase d'alternance politique ou de consensus a réalisé ses promesses et s'il est encore possible de poursuivre avec la majorité actuelle pour réaliser les chantiers de réforme annoncés ?

Si vous permettez, je vais répondre par une autre question. : Dans le Maroc d'aujourd'hui est-il méthodologiquement possible d'évaluer l'action d'un gouvernement en la dissociant de l'action menée par l'exécutif prédominant, à savoir la monarchie ?

7° A votre avis, qu'est-ce qui a retardé la transition démocratique au Maroc et dans d'autres pays ?

Ni des pré-conditions lourdes, ni la seule volonté des hommes ne suffisent pour assurer une démocratisation. L'usure interne des régimes et le contexte international jouent un rôle fondamental. Or, aujourd'hui la nouvelle real politique privilégie l'édification de l'économie de marché, l'efficacité, une vitrine pas trop scandaleuse, et surtout la participation à la lutte contre le terrorisme (qui va de la sous-traitance de la torture à l'intégration des islamistes « modérés »). Autrement dit, les ambivalences du « nouvel ordre mondial » pèsent sur l'aboutissement d'un véritable processus démocratique dans la région.

Au Maroc, d'une part, le système monarchique réussit à préserver sa façade et à rester intégré dans la « communauté des nations ». D'autre part, jusqu'ici, il demeure hégémonique : l'état des rapports de force est en sa faveur ; il parvient à renouveler régulièrement ses bases, ses alliances, ses ressources, ses discours de légitimation. En plus, la peur de l'inconnu, la fragmentation de la scène politique, l'absence de confiance entre les différents acteurs en présence consolident une telle situation.

8° Que doit faire le Maroc pour dépasser cette phase actuelle ?

Je ne pense pas qu'il existe un seul Maroc, ni que l'aspiration démocratique soit partagée par tous : il existe toutes sortes d'élites qui souhaitent la continuité d'un système qui préserve leurs intérêts, et qui appréhendent l'avènement de contre-élites susceptibles de remettre en cause leurs privilèges. La peur des « classes dangereuses » a toujours été présente dans toutes sortes de sociétés. Aujourd'hui, au Maroc entre autres, ces classes sont représentées par les islamistes qui constituent une force, même s'ils sont loin d'être unifiés. Il y a donc une frilosité à l'égard de la démocratie y compris chez ceux qui se disent démocrates. Nombreux sont parmi eux qui préfèrent une alliance avec la monarchie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

9° Dans le cadre de la demande de l'amendement de la constitution et du renforcement des compétences du premier ministre, l'institution monarchique occupe le devant de l'événement politique au Maroc. Est-ce qu'il est opportun en ce qui concerne le Maroc que la position de la monarchie exécutive soit renforcée du fait de l'impuissance des partis politiques à présenter des initiatives qui consolident la demande démocratique ?

A la formule « le roi est bon, son entourage est mauvais » (*al-malik meziyane, lli dayrîn bih fâsdîn*) fréquente sous Hassan II, succède le discours « le roi est bon, la classe politique est mauvaise » ou « impuissante » sous le règne de Mohammed VI.

Pourtant, il n'est jamais inutile de rappeler que cette « impuissance » est le résultat d'une longue histoire, de pratiques qui ont cherché et réussi à fragmenter et à fragiliser le tissu politique pour empêcher l'émergence de toute force concurrente à la monarchie.

En outre, une telle formulation, « l'impuissance des partis politiques », est une pièce centrale du dispositif discursif qui vise la consolidation du « pluralisme limité » : c'est un nouveau mode de castration des partis politiques. Dès l'avènement de Mohammed VI, plusieurs acteurs ont contribué à véhiculer un tel discours : il vaut mieux un exécutif irresponsable, sacralisé, offrant une image d'efficacité et de stabilité – la « monarchie exécutive » -, qu'une

prise de risque avec un exécutif responsable – le gouvernement- contrôlé par les électeurs. Avoir l'un et l'autre peut sembler pratique : toute réalisation positive peut-être attribuée au roi; tout ce qui est négatif peut être mis sur le compte du gouvernement, qui jouerait le rôle de fusible. Mais, dans les faits, ça fragilise l'ensemble du système.

Au prolongement logique de ces discours, se trouvent les formulations de type paternaliste et technocratique, qui sont en réalité des procédures d'apolitisation, autrement dit, de meurtre du politique. Car, la politique est irréductible à la « formation », à l' « expertise », à la « maturité ». La politique, ce sont des rapports de force, c'est un lieu pour l'expression des divergences et des conflits qui ont lieu dans toute société. Et c'est en faisant de la bicyclette qu'on apprend à en faire, pas en repoussant le moment où il faut chevaucher l'engin et prendre le guidon.

10° Après que la majorité actuelle ait gagné le combat de la nouvelle loi électorale, est-ce qu'il est possible que la même majorité gagne le prochain combat des urnes ?

Le jeu reste ouvert car les technologies de l'ingénierie électorale sont très développées au Maroc. Ensuite, la nature du champ politique permet les alliances les plus inimaginables. Et, enfin, la règle du jeu qui prévaudra dans la constitution d'un gouvernement est loin d'être claire à mes yeux.

11° Après le précédent de Abderrahmane Youssoufi, est-ce qu'on peut imaginer qu'un premier ministre politique sorte des urnes ?

C'est possible, mais ce n'est pas une règle. Encore une fois, les modalités de choix d'un premier ministre sont loin d'être totalement routinisées.

12 Quels sont d'après vous les scénarios de gouvernement probables après les élections de 2007 ?

Je n'aime pas jouer à Mme Soleil, car l'histoire est imaginative et finit toujours par démentir les prévisions des experts. Mais, d'après moi, tant qu'il n'y a pas de changement institutionnel et de délimitation claire des compétences de chacun, quelque soit le gouvernement nommé, il n'aura pas une marge de manœuvre plus importante que celle du gouvernement Youssoufi, et ce d'autant plus s'il est très hétérogène ; d'où la résistance au sein même de la direction du PJD à l'idée de participer à un gouvernement.

13 Quelles sont vos prévisions au sujet du PJD pour les échéances de 2007, au regard de ce qu'il a réalisé en septembre 2002 ?

Même si de nombreux électeurs votent « pour une personne » et non « pour un parti », le PJD représente une alternative crédible aux yeux de beaucoup de citoyens pour des motifs extrêmement divers et pas simplement « religieux ». Si le PJD se présente effectivement partout, si les élections sont régulières, il aura des chances de faire de gros scores. Cependant, des éléments restent à prendre en compte.

Parmi ceux qui ont voté pour le PJD en 2002, certains lui reprochent d'avoir fait le jeu du Makhzen lors des dernières échéances. Reste à savoir si leur dépit est tenace.

Lors des dernières élections, le PJD a choisi de se présenter dans les lieux où il pouvait faire une démonstration de force. S'il se présente partout, il n'est absolument pas certain qu'il fasse les mêmes scores dans des circonscriptions de type rural par exemple.

Lorsqu'un parti donne le sentiment qu'il a des chances ou qu'il a le « feu vert » d'en haut, des « notables » politiques locaux essaient de le rejoindre : il peut donc récupérer des clientèles fidèles à quelqu'un de « populaire », qui lui peut changer d'étiquette politique plusieurs fois dans sa vie.

Mounia Bennani Chraïbi

Professeur associé à l'Institut d'études politiques et internationales, à l'Université de Lausanne. Elle a publié :

- 1995 : *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*, Casablanca, Le Fennec.
- 2003 : avec Olivier Fillieule, (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- 2004 : avec Myriam Catusse, Jean-Claude Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris, Karthala.